

Les invasions berbères

BOUCHRA OUATIK

En bateau pneumatique. En barque de pêcheurs. Dans un conteneur de marchandises. Ou même en planche à voile. Tous les moyens sont bons pour traverser les douze kilomètres qui séparent le Maroc de l'Espagne. Bon an, mal an, le nombre de tentatives d'immigration clandestine, du Maroc vers l'Europe, se maintient à des niveaux astronomiques. Ces tentatives, qui se soldent trop souvent par des décès, ont graduellement transformé la mer Méditerranée en cimetière sous-marin. Selon l'agence de police européenne Europol, un demi-million d'immigrants clandestins rejoignent l'Europe chaque année, tous pays confondus, et bon nombre d'entre eux proviennent du Maroc, où l'Europe est presque à portée de vue.

En arabe, on appelle ces émigrants illégaux les « harragas » - les « brûleurs » - parce que plusieurs brûlent leurs papiers d'identité avant de quitter leur pays natal. Mais aussi, ils brûlent d'impatience d'atteindre la terre promise. Souvent jeunes et éduqués, ils sont des dizaines chaque mois à remettre toutes leurs économies à des passeurs qui leur feront contourner les douanes. Ils savent pourtant que leurs chances d'atteindre la terre ferme sont minces, mais comme l'a écrit Boualem Sansal, auteur d'un roman intitulé *Harraga*, « Mourir n'est pas une affaire quand vivre est possible. Un ailleurs vaut mieux que mille ici. Misère pour misère ajoutons la peine du voyage. » Quelle est donc cette misère qu'ils tentent de fuir avec tant de désespoir?

Profession: chômeur

« Si tu ne me donnes pas cet argent, à partir d'aujourd'hui, je n'ai plus ni père ni mère, je vais vous renier à jamais. Si tu n'as pas de quoi répondre à mes besoins, pourquoi tu m'as fait venir dans ce monde? » Ce sont ces mots que le fils de Hadki Mohamed, habitant du petit village marocain d'Ouled Ziane, lui a lancé avant de s'embarquer vers l'Espagne à l'automne 2003. Le père n'a eu d'autre choix que de lui remettre les 1000 euros que le passeur réclamait. Il le regrette amèrement car son fils est une des vingt victimes d'une traversée qui a tourné au drame. Intercepté par les autorités en pleine mer, le passeur avait jeté plusieurs des voyagers à la mer.

Si tant de jeunes Marocains ne voient aucun avenir dans leur pays, c'est que le taux de chômage y est dramatiquement élevé. Il avoisine les 30% chez les moins de trente ans. Zouhair Bahammou, sociologue, diplômé en droit, en science politique et en criminologie, s'est penché sur le sujet. « Au Maroc après l'indépendance, en 1956, le gouvernement n'était pas capable d'intégrer les jeunes sur le marché du travail », explique ce chercheur de l'Institut Maghreb-Europe. « Avec l'arrivée massive de jeunes diplômés, le gouvernement n'arrivait plus à absorber la demande d'emploi ». Le chercheur cite aussi la mauvaise répartition des richesses qui fait en sorte que de nombreuses régions du Maroc manquent d'infrastructures

pour fournir des emplois aux diplômés. Dans les mots mêmes du roi du Maroc, Mohamed VI, « les racines de l'immigration illégale ont pour noms pauvreté et sous-développement. »

Selon l'économiste marocain Lahcen Achy, chercheur à l'Institut National de statistique et d'économie appliquée du Maroc, « les diplômés sont les plus touchés, les emplois offerts ne sont plus adaptés à leur qualification, d'une part, et leur niveau laisse bien souvent à désirer, d'autre part, en raison de la mauvaise qualité des formations disponibles. »

Mais le problème n'est pas seulement économique, selon M. Bahammou. « Les gens veulent respirer la liberté! S'il n'y a pas de liberté d'expression, de liberté de presse, s'il n'y a pas un état de droit ou une démocratie, les jeunes voudront partir. » Désillusionnés par la situation sociale et politique dans laquelle ils baignent, ces jeunes voient l'Europe comme une destination idéale pour y faire leur vie.

Toutefois, partir légalement n'est souvent pas une option. Les conditions exigées par les pays de l'Union européenne sont souvent difficiles à atteindre pour ces jeunes : promesse d'embauche dans le pays d'émigration, réserves de fonds importantes, diplômes dans des spécialités ciblées. Bien des jeunes ne parviennent pas à obtenir de visas et partent alors clandestinement, dans l'espoir de régulariser leur situation une fois sur place. Espagne, France, Belgique, Pays-Bas, nombreuses seront leurs destinations.

Le mirage au bout du désert

S'ils parviennent à traverser sans périr ou sans se faire refouler, la situation des émigrants clandestins est loin d'être rose. « Ils sont livrés à eux-mêmes, ils sont victimes de toutes les mafias », explique Zouhair Bahammou. « Ce sont des réseaux mafieux qui les font passer et ça continue dans les pays d'accueil. Ils se retrouvent arnaqués. » N'ayant pas de statut légal, ils ne peuvent qu'occuper des emplois précaires, et en cas d'abus, ils ne peuvent dénoncer leur employeur de crainte de se faire arrêter.

Les émigrants clandestins peuvent toutefois espérer voir leur situation régularisée par le gouvernement, mais le chemin est long. « Il faut prouver qu'on est là depuis longtemps, que l'on a des liens familiaux et un emploi stable », indique M. Bahammou. Des conditions qui sont difficiles à atteindre tant que les immigrants n'ont pas de statut légal, ce qui les place dans un cercle vicieux dont ils ont peine à sortir.

Il arrive toutefois que les gouvernements régularisent massivement la situation des sans-papiers, comme cela s'est vu dans les dernières années en Espagne, où le besoin de main-d'oeuvre se faisait important. Mais depuis la récente crise économique, les emplois se font rares, et les chances d'être embauché, même légalement, sont minimales.

Une responsabilité partagée

Des deux côtés de la Méditerranée, les moyens mis en oeuvre pour mettre une halte à l'émigration clandestine sont sévères. En juin 2002, les chefs d'État de l'Union européenne se sont réunis lors d'un sommet à Séville, où ils ont placé la lutte contre l'immigration illégale au rang de « priorité absolue de l'Union dans ses négociations avec les États voisins. » Les amendes imposées par l'Union européenne aux passeurs peuvent s'élever à 500 000 euros, et pour les clandestins, l'expulsion immédiate est souvent sans équivoque.

L'Union européenne fait aussi pression sur les pays du Sud pour que le flux d'émigrants soit stoppé au point de départ. Ainsi, en 2004, le roi Mohamed VI a créé deux institutions rattachées au Ministère de l'intérieur pour lutter contre l'immigration clandestine. Nombreux sont les migrants qui se font arrêter avant même de traverser la frontière marocaine.

Mais pour plusieurs observateurs de la situation, la ligne dure n'apportera pas de solution définitive. Depuis plusieurs années, il a été observé que lorsque des points de passage sont resserrés, d'autres s'ouvrent, et le problème n'est que déplacé.

Pour Zouhair Bahammou, le problème doit être réglé à la source. « La solution pour stopper l'immigration, c'est de favoriser le développement régional. » Ceci se traduit non seulement par une création d'emplois, mais aussi par une amélioration du climat social, soutient le sociologue. Et il croit que le Maroc n'y arrivera pas seul. « Il faut que l'Europe aide au développement économique de la région, mais surtout, il faut que l'Europe arrête de soutenir des régimes autoritaires! » martèle-t-il, en référence aux récents événements en Tunisie.

Toutefois, du côté de l'Europe, l'immigration est-elle réellement un fléau à neutraliser? Il va de soi que la clandestinité ne peut être une option acceptable, mais le sociologue croit que l'Union européenne n'aura d'autre choix que d'ouvrir légalement la voie à un plus grand nombre d'immigrants. « Il ne faut pas voir l'immigration comme un danger, il faut voir le côté humain. Les immigrants ont toujours contribué au développement », nuance M. Bahammou. Il rappelle que l'immigration marocaine vers l'Europe ne date pas d'hier, et qu'après la Deuxième guerre mondiale, une large part de main-d'oeuvre d'origine étrangère a contribué au développement économique de plusieurs pays européens.

Selon un rapport de la commission européenne, cité par le chercheur, l'Europe aura besoin de 50 millions d'immigrants d'ici 2030 pour pallier au besoin de main-d'oeuvre. « Pour assurer la compétitivité et la croissance économique, le besoin d'immigration est une nécessité », conclut-il.

Avec des pistes de solutions sur la table, il ne reste qu'à espérer que des deux rives de la Méditerranée, les gouvernements se concerteront pour éviter que d'autres ne subissent le même sort que le fils de Hadki Mohamed.